

Paris, le 25 mars 2026

L'assurance en 2025 : protéger aujourd'hui pour construire demain

- **L'assurance est un moteur de l'économie productive.**
- **L'assurance est un acteur majeur du modèle social français.**
- **L'assurance est une ceinture de sécurité pour les risques du quotidien.**

En 2025, l'ordre mondial a profondément évolué. L'année a été marquée par une intensification des conflits entre grandes puissances et un affaiblissement des mécanismes de régulation multilatéraux. Nous assistons à une généralisation des guerres hybrides combinant cyberattaques et désinformation amplifiée par l'intelligence artificielle. Dans ce contexte, selon une enquête d'opinion Elabe pour France Assureurs (mars 2026), 80 % des Français sont inquiets pour leur pays, à court comme à long terme. Leur inquiétude concerne également les risques auxquels ils sont confrontés à titre personnel, par exemple la cybercriminalité ou leur situation financière. La plupart des risques leur apparaissent désormais comme imminents. Si les assureurs partagent ces préoccupations à court terme, leur vision à un horizon de 10 ans semble moins pessimiste, comme le montre la 9^e cartographie des risques publiée en janvier dernier par France Assureurs. Cette capacité à distinguer les turbulences conjoncturelles de la solidité des fondamentaux permet à l'assurance une double réponse : agir dans l'urgence du présent, tout en préparant les transformations structurelles de long terme.

L'assurance est un moteur de l'économie productive

Dans cet environnement incertain, les Français épargnent plus que jamais : en 2025, leur taux d'épargne a atteint 18,3 %, soit 347 milliards d'euros, dont 174 milliards investis dans l'immobilier. Sur les 185 milliards d'euros restants, la part la plus importante de leur épargne, soit 81 milliards, a été orientée vers l'assurance vie, qui affiche un rendement net moyen de 3,3 % en 2025, largement supérieur à l'inflation.

L'encours total de l'assurance vie s'élève à 2 107 milliards d'euros à fin 2025. La part des unités de compte représente désormais 32 % de cet encours, contre 19 % en 2005. Au total, les investissements des assureurs français se montent à 2 774 milliards d'euros à fin 2025 (+6,3 %), un montant qui a plus que doublé en vingt ans. C'est l'équivalent de 93 % du PIB français.

Ces investissements, réalisés à 81 % dans la zone euro, irriguent l'ensemble de l'économie : la part consacrée au financement des entreprises est passée de 53 % en 2005 à 64 % aujourd'hui. Les assureurs sont ainsi des investisseurs majeurs dans l'économie productive française. Ils financent également les administrations publiques à hauteur de 642 milliards d'euros, dont 317 milliards en obligations et bons du Trésor français. Cela représente 10 % de la dette de l'État, soit plus de 22 % de la part détenue par les résidents.

Contact presse

Jean-Baptiste Mounier
j.mounier@franceassureurs.fr
+33 (0) 6 76 52 26 55

Camille Bouchat
c.bouchat@franceassureurs.fr
+ 33 (0) 6 82 37 26 69

Fédération Française de l'Assurance

26 boulevard Haussmann, 75009 Paris
Téléphone : +33 1 42 47 90 00 | franceassureurs.fr
LinkedIn : [FranceAssureurs](https://www.linkedin.com/company/franceassureurs)

L'assurance est un acteur majeur du modèle social français

La contribution des complémentaires santé au financement du système de santé continue de progresser, atteignant 13,8 % du total (+ 1,1 point en cinq ans). Les organismes complémentaires sont les premiers financeurs des dépenses en optique, audiologie et dentaire, qui ont augmenté de 30 % en dix ans, tandis que le reste à charge des ménages a diminué de 7 points depuis 2015, très largement pris en charge par les complémentaires santé. Entre 2020 et 2024, le coût des prestations d'assurance santé a augmenté de +23,6 % sans être compensé par l'augmentation des cotisations (+21,7 %), accroissant la pression sur les complémentaires santé.

En 2025, les impôts et taxes prélevés sur le secteur de l'assurance et sur les assurés ont atteint 36,4 milliards d'euros. Les hausses d'impôts récemment annoncées par les pouvoirs publics se répercuteront sur le pouvoir d'achat des Français puisqu'ils sont presque tous assurés. L'enjeu est donc de maîtriser les dépenses plutôt que de les taxer davantage. Les assureurs formulent à cet égard plusieurs propositions concrètes et efficaces pour réguler les dépenses de santé, comme la refonte du contrat responsable ou encore une lutte plus efficace contre la fraude grâce à une nouvelle loi en préparation.

Par ailleurs, la retraite des Français repose encore à 72 % sur les régimes obligatoires, dont l'équilibre financier reste précaire en dépit des nombreuses réformes engagées ces dernières années. Dans ce contexte, le Plan d'Épargne Retraite (PER) assurantiel poursuit son développement : en 6 ans, il a séduit près de 8 millions d'assurés et enregistre en 2025 une collecte nette de plus de 11 milliards d'euros, pour atteindre un encours total de près de 112 milliards d'euros au 31 décembre 2025.

Afin de démocratiser l'épargne retraite, sans coût pour les finances publiques et sans renchérir le coût du travail, les assureurs proposent notamment de flécher une partie de l'intéressement et la participation vers le PER, et d'en généraliser la mise en place dans toutes les entreprises de plus de 10 salariés, sans obligation de versement.

Le dérèglement climatique transforme en profondeur la vie des Français

Le dérèglement climatique constitue désormais une réalité tangible. À l'échelle mondiale, 2025 a été la troisième année la plus chaude jamais enregistrée, avec une température moyenne mondiale de 14,97°C, après 2024 et 2023. Pour la sixième année consécutive, les dommages assurés liés aux catastrophes climatiques ont dépassé les 100 milliards de dollars.

En France, l'année a été contrastée en matière climatique : peu d'événements extrêmes, hormis le cyclone Garance en février 2025 à La Réunion qui a coûté près de 400 millions d'euros, mais un été classé troisième parmi les plus chauds derrière 2003 et 2022. Les 105 journées de grêle enregistrées en 2025, dont 68 avec des grêlons de plus de 2 cm, expliquent la facture de 2,2 milliards d'euros, soit la 2^e année la plus coûteuse depuis le début des mesures en 1984, après 2022 (5,1 milliards d'euros). Par ailleurs, le manque de pluie combiné à un été parmi les plus chauds et à des températures très élevées en juin, a provoqué un assèchement des sols superficiels. À l'échelle nationale, cet épisode de sécheresse peut être considéré dans la moyenne des dernières années, avec un coût total qui frôle le milliard d'euros selon CCR.

Au total, le coût des événements naturels a atteint 5,2 milliards d'euros en France en 2025. Le coût des aléas climatiques relevant du régime des catastrophes naturelles reste stable sur les 3 dernières années,

Contact presse

Jean-Baptiste Mounier
jb.mounier@franceassureurs.fr
+33 (0) 6 76 52 26 55

Camille Bouchat
c.bouchat@franceassureurs.fr
+ 33 (0) 6 82 37 26 69

Fédération Française de l'Assurance
26 boulevard Haussmann, 75009 Paris
Téléphone : +33 1 42 47 90 00 | franceassureurs.fr
LinkedIn : [FranceAssureurs](https://www.linkedin.com/company/franceassureurs)

autour de 1,6 milliard d'euros. En parallèle, le coût de la grêle, pris en charge par les seuls assureurs privés, représente au total 43 % de la charge climatique de l'année 2025. Enfin, au 5 mars 2026, le coût des dommages liés aux tempêtes Nils et Pedro est estimé à 1,1 milliard d'euros.

L'assurance, une ceinture de sécurité pour les risques du quotidien

Chaque année, les assureurs gèrent 13 millions de nouveaux sinistres, soit près de 36 000 par jour.

En assurance habitation, la fréquence des sinistres incendies recule tendancielllement depuis le début des années 2010, mais cela ne compense pas la forte hausse de son coût moyen : +118 % en 20 ans, particulièrement depuis 2020 (+49,7 %). En 2025, le coût moyen a de nouveau augmenté de +12 %. Au total, les indemnisations des incendies ont augmenté de +57 % en 20 ans. Sur la même période, les indemnisations liées aux dégâts des eaux ont progressé de 88 %, sous l'effet des hausses cumulées de la fréquence et du coût moyen des sinistres.

En assurance automobile, la fréquence des sinistres matériels est en baisse de 2 % après une quasi-stagnation en 2024. Mais dans le même temps, le coût moyen des sinistres matériels a continué d'augmenter en 2025 (+5,3 %, après +6,7 % en 2024). Depuis 2020, la hausse est de +39 %. En 20 ans, ce coût a augmenté 2,2 fois plus que l'inflation (+86 % contre +38 %).

En 2025, la sinistralité des assurances des professionnels et des entreprises est restée à un niveau élevé, supérieur de 25 % à la moyenne des 10 dernières années, en faisant la 2^e année la plus coûteuse depuis 20 ans. La charge des sinistres graves recule par rapport à 2024, une année marquée par les événements en Nouvelle-Calédonie qui avaient représenté un tiers de la charge totale. Avec 935 millions d'euros, l'année 2025 reste toutefois la troisième année la plus coûteuse des douze dernières années pour la profession, hors événements urbains. Par exemple, l'incendie d'une usine de retraitement de déchets, le 7 avril 2025 à Paris, a eu un coût estimé à plus de 50 millions d'euros. Les assureurs se mobilisent donc pour renforcer la prévention au sein des entreprises en finançant des essais à taille réelle pour mieux comprendre les mécanismes de déclenchement, de propagation et d'extinction des incendies, en particulier ceux liés aux batteries lithium-ion qui se sont généralisées dans notre environnement quotidien.

Enfin, le nombre de contrats cyber pur a augmenté de +11 % en 2025, et ces derniers représentent désormais 93 % d'un marché total estimé à 326 millions d'euros de cotisations.

La baisse parallèle de 8% des cotisations des contrats cyber pur s'explique notamment par une meilleure prévention des entreprises assurées : selon la Fédération européenne des associations de risk management (FERMA), la sinistralité cyber demeure élevée, mais elle est désormais mieux comprise, mieux anticipée et mieux absorbée par le marché.

L'assurance française, championne d'Europe, est au service de la société française

L'assurance est un service de proximité : son réseau de distribution d'assurance couvre l'ensemble du territoire puisque 97 % de la population française réside à moins de 5 kilomètres d'une offre d'assurance. Ce réseau s'appuie sur les 300 000 salariés et intermédiaires indépendants du secteur. L'emploi dans l'assurance continue de progresser (+10 % depuis 2019, +0,6 % en 2025), alors que l'emploi salarié de l'ensemble du secteur privé ralentit (-0,3 % en 2025). Le secteur offre des conditions de travail favorables : 93 % de ses salariés

Contact presse

Jean-Baptiste Mounier
jb.mounier@franceassureurs.fr
+33 (0) 6 76 52 26 55

Camille Bouchat
c.bouchat@franceassureurs.fr
+ 33 (0) 6 82 37 26 69

Fédération Française de l'Assurance
26 boulevard Haussmann, 75009 Paris
Téléphone : +33 1 42 47 90 00 | franceassureurs.fr

LinkedIn : [FranceAssureurs](https://www.linkedin.com/company/franceassureurs)

sont en CDI, 71 % pratiquent le télétravail et 55% d'entre eux gagnent plus de deux fois le SMIC, contre un tiers pour l'ensemble du secteur privé.

La France a donc besoin d'assurance car s'assurer demeure indispensable pour se protéger. La solidité du secteur est confirmée par ses ratios de solvabilité élevés (282 % en non vie et 231 % en assurance vie et mixte), toujours très largement au-dessus des exigences réglementaires.

Selon Florence LUSTMAN, présidente de France Assureurs : *« Notre mission quotidienne en tant qu'assureurs, c'est de réparer le monde réel, après la grêle sur le toit, l'accident sur la route, ou quand la maladie s'installe. Et ce faisant, nous permettons à chacun de se projeter dans le futur, d'investir, de bâtir son avenir. L'assurance est une force stabilisatrice. Quand tout vacille, nous sommes là. Quand les risques se rapprochent, nous les anticipons. Quand l'avenir inquiète, nous aidons à le préparer. La France a besoin d'assurance, sur le court terme comme sur le long terme, et les assureurs sont au rendez-vous pour répondre aux besoins des Français et relever avec eux les grands défis de notre temps. »*

Retrouvez ici le [bilan 2025 - Protéger aujourd'hui pour construire demain](#).

À propos de France Assureurs

France Assureurs est le nom d'usage de la Fédération Française de l'Assurance qui rassemble 254 entreprises d'assurance et de réassurance représentant 99 % du marché des entreprises régies par le Code des assurances.

L'assurance est au cœur des enjeux de société : à ce titre, France Assureurs a vocation à prendre une part active au débat public. Elle est l'interlocutrice privilégiée des pouvoirs publics, des administrations et des médias sur les sujets liés à l'assurance, en France et à l'international, qu'il s'agisse des questions de prévention, de protection, d'investissement ou d'emploi. Les données statistiques qu'elle centralise et son expertise lui permettent d'accompagner ses membres dans les évolutions du secteur. France Assureurs s'appuie sur un réseau de correspondants dans l'ensemble des territoires français pour accompagner les élus locaux en cas d'événement de grande ampleur ou pour valoriser les métiers de l'assurance ou encore pour relayer les positions du secteur.

« Mobiliser toutes les énergies de l'assurance pour faire avancer la société en confiance » est la raison d'être de France Assureurs.

France Assureurs - Faire avancer la société en confiance est une marque de la Fédération Française de l'Assurance.

Contact presse

Jean-Baptiste Mounier
jb.mounier@franceassureurs.fr
+33 (0) 6 76 52 26 55

Camille Bouchat
c.bouchat@franceassureurs.fr
+ 33 (0) 6 82 37 26 69

Fédération Française de l'Assurance
26 boulevard Haussmann, 75009 Paris
Téléphone : +33 1 42 47 90 00 | franceassureurs.fr
LinkedIn : [FranceAssureurs](#)